

**AU PRÈS DE LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE
CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX CAMBODGIENS**

Dépôt

Dossier No. : 002/19-09-2007-CETC/CPI
Date du Document : 23 Août 2013
Partie déposante : Les co-avocats principaux des parties civiles
Déposé auprès de : La chambre de première instance
Langue originale : Français et Khmer

**Classement**

Classement suggéré par la partie déposante : PUBLIC avec annexes confidentiels
Classement arrêté par les Co-juges d'instruction ou la Chambre : សាធារណៈ/Public
Statut du classement :
Réexamen du classement provisoire :
Nom du fonctionnaire du service des dossiers et archives :
Signature :

**REPONSE DES CO-AVOCATS PRINCIPAUX AU MEMORANDUM
DE LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE E218/7/2 CONCERNANT LES
PROJETS DE REPARATIONS POUR LES PARTIES CIVILES DANS LE CAS
002/01 AVEC ANNEXES CONFIDENTIELS**

Déposé par:

Les co-avocats principaux pour les parties civiles:

PICH Ang
 Elisabeth SIMONNEAU-FORT

Les co-avocats des parties civiles:

CHET Vanly
 HONG Kim Suon
 KIM Mengkhy
 KONG Phallack
 LOR Chunthy
 MOCH Sovannary
 SIN Soworn
 KONG Pisey
 YUNG Phanith
 SAM Sokong
 VEN Pov
 TY Srinna

Auprès de:

La chambre de première instance:

Juge NIL Nonn, Président
 Juge Silvia CARTWRIGHT
 Juge YA Sakhan
 Juge Jean-Marc LAVERGNE
 Juge YOU Ottara

Copié à :

Le bureau des co-procureurs:

CHEA Leang
 Andrew CAYLEY
 YET Chakriya
 William SMITH

Les accusés :

KHIEU Samphan
 NUON Chea

Emmanuel ALTIT
Pascal AUBOIN
Olivier BAHUGNE
Patrick BAUDOUIN
Evelyne BOILEAU-BRANDOMIR
Philippe CANONNE
Annie DELAHAIE
Laure DESFORGES
Ferdinand DJAMMEN NZEPA
Elodie DULAC
Nicole DUMAS
Isabelle DURAND
Françoise GAUTRY
Marie GUIRAUD
Emmanuel JACOMY
Martine JACQUIN
Daniel LOSQ
Christine MARTINEAU
Mahdev MOHAN
Barnabé NEKUIE
Lyma NGUYEN
Elisabeth RABESANDRATANA
Julien RIVET
Fabienne TRUSSES NAPROUS
Nushin SARKARATI
Jeanne SULZER
Philippine SUTZ
Beini YE

Les co-avocats de la défense :

SON Arun
Victor KOPPE

KONG Sam Onn
Anta GUISSÉ
Arthur VERCKEN

002/19-09-2007-CETC/CPI

I. RAPPEL DE PROCEDURE

1. Le 29 juin 2011, les Co-Avocats Principaux pour les Parties Civiles ont soutenu devant la Chambre leurs premières indications sur la nature des réparations qu'ils entendaient solliciter, en application de la règle 80bis du Règlement Intérieur. La Chambre ayant demandé de plus amples explications,¹ les Co-Avocats Principaux pour les Parties Civiles ont soutenu à nouveau leur argumentaire le 19 Octobre 2011.² Le 4 Décembre 2012, la Chambre a demandé aux Co-Avocats Principaux une liste des projets retenus à ce moment-là comme prioritaires, ainsi que quelques informations complémentaires.³ Le 12 Février 2013, les Co-Avocats Principaux ont déposé un mémoire contenant une liste provisoire des projets prioritaires ainsi que quelques informations supplémentaires, notamment sur l'état de financement des projets à ce stade.⁴
2. Le 1 Août 2013, la Chambre a adressé aux Co-Avocats Principaux un mémorandum dans lequel, reprenant chaque catégorie de projets et chaque projet, elle demande des informations spécifiques.⁵ La Chambre précise également le calendrier selon lequel certaines informations devront être apportées avant le 23 Août 2013.
3. Par le présent mémoire, les Co-Avocats Principaux entendent répondre aux demandes ponctuelles de la Chambre. Ils précisent qu'ils ont ajouté aux sept projets initiaux de nouveaux projets dont la faisabilité ne leur apparaît pas discutable à ce jour, la Chambre restant cependant seule compétente pour apprécier cela dans sa décision finale.

II. REPONSES FAITES A LA CHAMBRE

Dans la première catégorie, « **Commémoration et Mémorialisation** » :

¹ E125, Mémorandum Chambre de première instance intitulé : « Première indication sur la nature des réparations demandées para les co-avocats principaux pour les parties civiles en application de la règle 23quinquies 3 du Règlement intérieure) », 23 Septembre 2011.

² E1/11.1, Transcription de l'audience portant sur les demandes de réparation présentées par les parties civiles, 11 janvier 2012, pages 7-73.

³ E218/7 Mémorandum Chambre de première instance intitulé : « Indications concernant les projets de mesures de réparation dont la mise en œuvre est jugée prioritaire (règle 80 bis 4) du Règlement intérieure) », 3 Décembre 2011.

⁴ E218/7/1 Lead Co-Lawyers' indication to the Trial Chamber of the priority projects for implementation as reparations (Internal Rule 80bis(4)), 12 February 2013

⁵ E218/7/2 Trial Chamber's Response to the Lead Co-Lawyers' Initial Specification of Civil Party Priority Projects as Reparations pursuant to Rule 80bis(4)), (E218/7/1).

Réponse des co-avocats principaux au Mémorandum de la Chambre de première instance E218/7/2concernant les projets de réparations pour les parties civiles dans le Cas 002/01 avec annexes confidentiels.

002/19-09-2007-CETC/CPI

4. Dans cette catégorie, les Co-Avocats principaux sont en mesure de présenter plusieurs projets au regard des dernières indications données à la Chambre, dont certains sont nouveaux mais répondent aux exigences légales.
5. Concernant la **Journée Nationale de Mémoire (premier projet)**, les Co-Avocats Principaux avaient admis que tenant la position de la Chambre exprimée dans le cas 001 et dans le cas 002/01, il leur appartenait de vérifier que le Gouvernement soutiendrait ce projet et y donnerait son accord. A ce jour, les Co-Avocats Principaux sont en mesure de verser au dossier la lettre qui leur a été adressée par le Gouvernement en réponse à celle qu'ils avaient eux-mêmes envoyée.⁶ Au terme de la lettre du Gouvernement, il est clairement indiqué que celui-ci fixera la journée de Mémoire au 20 Mai de chaque année. Le Gouvernement précise encore qu'il prendra un sous-décret pour confirmer sa décision et préciser les modalités de mise en œuvre. Ainsi, aucun obstacle n'existe plus désormais pour que la Chambre puisse reconnaître ce projet comme une réparation. Les Co-Avocats Principaux ajoutent que l'établissement de cette journée ne nécessite pas de financement en soi.
6. Concernant le projet **d'Initiative pour des Mémoriaux Publics (deuxième projet)**, les Co-Avocats Principaux précisent qu'il sera constitué de divers monuments construits sur divers sites choisis après consultation des Parties Civiles et des autorités locales, en collaboration avec les organisations en charge de la mise en œuvre. Ce projet est confié aux organisations non gouvernementales *Youth for Peace* et *Kdei Karuna* qui ont confirmé leur engagement. La durée du projet est fixée à 24 mois, qui pourront être réduits en cas de financement insuffisant. À ce jour, le financement n'est pas encore garanti. Nonobstant, la lettre du Gouvernement mentionne clairement que celui-ci donnera les instructions aux ministères et toutes Autorités compétentes à prendre les décisions nécessaires pour déterminer les lieux précis et faciliter l'édification de ces monuments.⁷
7. Un autre projet sera l'édification d'un **Mémorial en hommage aux victimes « à ceux qui ne sont plus là » (troisième projet)**, par l'artiste franco-cambodgien *Séra* qui a confirmé son engagement. A ce jour, ce projet est partiellement financé à la hauteur de 50.000 euros par la République Française

⁶ Voir Annexe A: Réponse du Gouvernement à la lettre envoyé par les co-avocats principaux au Premier Ministre du Royaume du Cambodge

⁷ *Idem.*

Réponse des co-avocats principaux au Mémoire de la Chambre de première instance E218/7/2 concernant les projets de réparations pour les parties civiles dans le Cas 002/01 avec annexes confidentiels.

002/19-09-2007-CETC/CPI

qui est également en discussion avec la Mairie de Phnom Penh pour identifier l'espace urbain sur lequel sera édifié le Mémorial.⁸

Dans la seconde catégorie, « **Réhabilitation** » :

8. Concernant le **Témoignage thérapeutique (quatrième projet)** et les **Groupes d'entraide (cinquième projet)**, l'organisation responsable de la mise en œuvre, qui a d'ores et déjà confirmé son engagement sera le *Transcultural Psychosocial Organization* (TPO).⁹ La durée des projets est fixée à ce jour à 36 mois mais pourrait être réduite selon les financements assurés. Ces derniers sont à ce jour partiellement, assurés par le Ministère fédéral allemand de coopération économique et développement (BMZ)¹⁰ à hauteur de 125.000 euros¹¹

Dans la troisième catégorie de projets, « **Documentation et Education** » :

9. Concernant le projet d'**exposition permanente (sixième projet) principalement sur les transferts forcés de personnes sous le régime des Khmers Rouges**, l'organisme responsable de la mise en œuvre sera le *Centre de Documentation du Cambodge* (DC-CAM), qui a d'ores et déjà confirmé son engagement avec les Co-Avocats Principaux.¹² DC-CAM s'est également engagé à trouver le financement nécessaire à ce projet qui a une durée de cinq ans et qui sera exposé dans le Musée de la Mémoire de DC-CAM situé à Siem Reap. De même, ce projet concerne aussi 24 autres musées provinciaux pour lesquels DC-CAM possède une autorisation du Ministère de la culture et des beaux-arts pour réaliser des expositions en relation avec le Kampuchéa Démocratique.¹³ A ce jour, une partie de ce projet est financée à hauteur de 80.000 euros par BMZ ce qui permettra de réaliser cinq expositions permanentes dans différents musées provinciaux: Battambang, Banteay Meanchey, Takeo, Svay Rieng et Kampong Thom.
10. Concernant le projet d'**Exposition Itinérante (septième projet) sur le régime des Khmers Rouges et en particulier sur les crimes qui seront jugés dans le Cas 002/01**, les organismes responsables

⁸ Voir Annexe B : Lettre de l'Ambassade de France au Cambodge à son Excellence Monsieur Tony Kranh.

⁹ Voir Annexe C: Lettre d'engagement entre TPO, les co-avocats principaux et la section d'appui aux victimes.

¹⁰ Voir annexe D : Lettre du représentant au Cambodge du Ministère fédéral allemand de coopération économique et développement à son excellence Mr. Tony Kranh.

¹¹ *Idem.*

¹² Voir Annexe E: Lettre d'engagement du directeur de DC-CAM.

¹³ Voir Annexe F: Lettre du Ministère de la Culture et des Beaux-Arts au Directeur de DC-CAM

Réponse des co-avocats principaux au Mémoire de la Chambre de première instance

E218/7/2concernant les projets de réparations pour les parties civiles dans le Cas 002/01 avec annexes confidentiels.

002/19-09-2007-CETC/CPI

de la mise en œuvre de ce projet sont *Kdei Karuna* et *Youth for Peace* qui ont d'ores et déjà confirmé leur engagement et la façon dont ils partageront le budget et la mise en œuvre. D'autres organisations, ADHOC, CDP et CHRAC, pourront apporter un soutien ponctuel mais n'auront pas de pouvoir décisionnel sur la mise en œuvre. La durée initialement fixée est de 24 mois mais pourra être réduite en fonction du financement assuré. A ce jour, ce projet est financé à hauteur de 100.000 euros par BMZ.¹⁴

11. Les Co-Avocats Principaux sont également en mesure de présenter effectivement le projet de rédaction d'un **Chapitre spécifique relatif aux transferts forcés de personnes et au site d'exécution de Tuol Po Chrey (huitième projet)**. Ce chapitre figurera dans les manuels d'apprentissage destinés aux instituteurs qui accompagnent l'enseignement scolaire de l'histoire du Kampuchéa Démocratique publié actuellement par DC-CAM en collaboration avec le Ministère de l'Education.¹⁵ La lettre du gouvernement affirme également que l'enseignement du Kampuchéa Démocratique sera inclus officiellement dans les programmes scolaires.¹⁶ Pour la réalisation de ce projet de réparations, ce livre, fera l'objet d'une nouvelle édition et mise à jour qui inclura le nouveau chapitre. La totalité de la durée du projet est de 15 mois. DC-CAM s'est d'ores et déjà engagé à mettre en œuvre ce projet,¹⁷ tout comme à rechercher un financement adéquat.
12. Les Co-Avocats Principaux entendent souligner que le présent mémoire a pour seul but de répondre autant que possible à ce stade, aux demandes précises de la Chambre telles que formulées dans le mémorandum E218/7/2. En aucun cas, ce mémoire ne saurait être considéré comme constituant la demande définitive visée à la règle 80bis 4 et 5 qui sera déposée en un mémoire plus détaillé ultérieurement. Les Co-Avocats se réservent le droit de présenter d'autres projets dans leurs futures demandes de réparation pour le Cas 002/01, si ces derniers remplissent les critères établis par la Chambre de première instance.

¹⁴ Voir annexe D : Lettre du représentant au Cambodge du Ministère fédéral allemand de coopération économique et développement à son excellence Mr. Tony Kranh.

¹⁵ Voir Annexe G: Document sur la coopération entre le Ministère de l'éducation, la jeunesse et le sport et le Directeur de DC-CAM.

¹⁶ Voir Annexe A: Réponse du Gouvernement à la lettre envoyé par les co-avocats principaux au Premier Ministre du Royaume du Cambodge



¹⁷ Voir Annexe E: Lettre d'engagement de DC-CAM .

Réponse des co-avocats principaux au Mémorandum de la Chambre de première instance E218/7/2concernant les projets de réparations pour les parties civiles dans le Cas 002/01 avec annexes confidentiels.

002/19-09-2007-CETC/CPI

PAR CES MOTIFS, LES CO AVOCATS PRINCIPAUX POUR LES PARTIES CIVILES ET LES AVOCATS DES PARTIES CIVILES

- Demandent à la Chambre de prendre acte des projets susvisés qui constituent à ce jour les projets visés à la Règle 23 quinquies3.b du Règlement Intérieur.
- Demandent à la Chambre de prendre acte des précisions apportées en réponse au mémorandum E218/7/2 et de les déclarer satisfaites à ce stade.

Date	Nom	Lieu	Signature
23 Août 2013	PICH Ang Co-avocat principal pour les parties civiles	Phnom Penh, 23 Août 2013	
	Elisabeth SIMONNEAU-FORT Co-avocat principal pour les parties civiles	Phnom Penh, 23 Août 2013	

Réponse des co-avocats principaux au Mémorandum de la Chambre de première instance E218/7/2 concernant les projets de réparations pour les parties civiles dans le Cas 002/01 avec annexes confidentiels.